



En Jeu. Histoire et mémoires vivantes



N° 5 | 2015

La démocratie à l'épreuve de l'« état d'exception »

État d'exception, démocratie directe, exception démocratique : le cas suisse

Alice EL-WAKIL

Rémi BAUDOÛI

Matteo GIANNI

Édition électronique :

URL :

<https://en-jeu.numerev.com/articles/revue-5/866-etat-d-exception-democratie-directe-exception-democratique-le-cas-suisse>

DOI : numerev_1488

Date de publication : 05/06/2015

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : EL-WAKIL, A., BAUDOÛI, R., GIANNI, M. (2015) État d'exception, démocratie directe, exception démocratique : le cas suisse. *En Jeu. Histoire et mémoires vivantes*, (5). https://doi.org/10.34745/numerev_1488

Après une multiplication des écarts à la procédure constitutionnelle durant les deux conflits mondiaux, la Suisse a vu sa population se mobiliser et recourir à un instrument de démocratie directe pour réclamer la sortie de cet état d'exception. En septembre 1949, l'initiative populaire « Retour à la démocratie directe » est ainsi acceptée par le peuple et les Cantons et contribue à mettre fin à l'expérience suisse la plus récente du régime d'exception. Ce cas nous permet-il de réfuter l'hypothèse de l'extension infinie du droit d'exception qui, selon Agamben, témoigne que le « paradigme biopolitique de l'Occident est aujourd'hui le camp et non pas la cité » (Agamben 1997, 179) et d'affirmer qu'il existe une voie de sortie *démocratique* à la velléité de construction de l'État d'exception permanent ? Dans le présent article, nous montrons que, si le droit d'initiative garanti par le modèle démocratique direct suisse obvie à la construction du « camp comme *nomos* de la modernité » (Agamben 1997, 179), il permet au peuple conçu comme souverain de porter lui-même atteinte aux fondamentaux de la démocratie, introduisant une forme d'« exception démocratique ».